

Alain Beitone
Professeur de sciences économiques et sociales
5 Rue Mirabeau
13710 Fuveau
alain.beitone@club-internet.fr

Marseille le 26 novembre 2008

à

Eric Le Boucher
Nicolas Bordas
Responsables du CODICE

Messieurs,

Vous présidez aux destinées du CODICE, organisme relancé récemment par Mme la ministre de l'économie et des finances et dont la mission est de favoriser la diffusion de la culture économique.

Voilà bien un objectif qui fait consensus !

La diffusion de cette culture dépend principalement des organismes de formation (et d'abord de l'éducation nationale) et des médias. On ne peut que se réjouir du fait que l'on cherche à rapprocher ces deux mondes pour rendre l'information économique plus accessible aux français. La participation du CODICE aux Journées de l'économie de Lyon (JECO) est, de ce point de vue, exemplaire puisque les médias et les entreprises ont participé à une initiative au cours de laquelle se sont exprimés quelques uns des plus grands économistes français.

Il est nécessaire d'améliorer une situation qui est peu satisfaisante, comme l'a montré le sondage TNS SOFRES réalisé à la demande du CODICE et rendu public à Lyon en ouverture des JECO : les françaises et les français souhaitent disposer d'une meilleure formation et d'une meilleure information économiques.

La première condition me semble-t-il pour que les choses progressent dans ce domaine est d'en finir avec les attaques idéologiques et les procès d'intention. C'est donc avec une certaine irritation que j'ai découvert, comme beaucoup de mes collègues, l'article d'Yves de Kerdrel paru dans le Figaro du 25 novembre dernier. Certes, les journalistes sont (fort heureusement) libres de publier ce que bon leur semble. Mais l'auteur fait état de son appartenance au CODICE et son texte intervient à la suite de bon nombre de textes polémiques parus dans la presse depuis quelques mois qui visent l'enseignement des SES comme les enseignants de cette discipline.

Si l'on veut faire progresser la formation et l'information économiques des français, est-il de bonne méthode que l'un des acteurs majeurs (la presse) stigmatise l'autre acteur majeur (le système éducatif) ?

Monsieur de Kerdrel n'y va pas de main morte : il affirme que l'enseignement de l'économie est assuré en France par une « clique d'altermondialistes ». L'emploi du mot clique n'est pas innocent et qui peut croire que les 5000 professeurs de SES de

France sont altermondialistes ? Il n'est d'ailleurs pas infâmant d'être altermondialiste et je connais des personnages éminents qui se prononcent fréquemment pour une « autre mondialisation » sans s'attirer les foudres du Figaro.

Mais là n'est pas l'essentiel. Monsieur de Kerdrel suggère que l'enseignement des SES est partisan et que cela explique les faibles performances économiques de la France. Mais son argumentation est contradictoire. Il note lui-même en effet que seuls de rares élèves accèdent au bac en ayant reçu un enseignement d'économie. C'est tout à fait exact. Mais comment dans ces conditions « la clique altermondialiste » pourrait-elle contaminer l'ensemble des françaises et des français ?

Monsieur de Kerdrel évoque aussi à l'appui de sa thèse le sondage de TNS SOFRES, or ce sondage montre que les français ont une très bonne opinion de l'entreprise. Ils ont certes une moins bonne opinion du capitalisme. Mais le fait qu'ils fassent la distinction entre entreprise et capitalisme est le signe d'une culture économique assez pertinente (s'ils sont disciples de Schumpeter et de Braudel, faut-il vraiment les blâmer ?). Et s'ils pensent qu'il faut moraliser le capitalisme et le soumettre à des règles, s'ils considèrent que le « règne du tout marché, c'est fini ! », est-ce sous l'influence des professeurs de SES ou sous celle de la « clique altermondialiste » installée à l'Elysée ?

Pour montrer à quel point l'enseignement des SES joue un rôle négatif, Monsieur de Kerdrel affirme que nos concitoyens sont des « archéo-défenseurs de l'économie administrée, planifiée et étatisée ». Fichtre ! Est-ce sous l'influence des professeurs de SES que le gouvernement fédéral américain annonce le même jour qu'il injecte 800 milliards de dollars de plus dans l'économie ? Est-ce sous l'effet de la « clique altermondialiste » que ce même gouvernement prend une part du capital de Citigroup, limite les dividendes des actionnaires et soumet à autorisation étatique les bonus des dirigeants ? Car il s'agit bien là d'économie administrée voire étatisée !

Mais laissons là les sarcasmes, car l'affaire est trop grave.

Je fais partie de ceux qui plaident depuis longtemps pour une évolution significative de l'enseignement des SES. Le rapport Guesnerie a tracé les grandes lignes de cette évolution qui doit conduire à une rigueur scientifique accrue de l'enseignement. De très nombreux professeurs de SES et économistes universitaires ont exprimé leur accord avec les orientations de ce rapport. En relançant un débat de nature idéologique, en proposant qu'une vulgate libérale remplace le prétendu altermondialisme actuel, Monsieur de Kerdrel contribue à fausser le débat et à bloquer les évolutions nécessaires. La science économique a produit une masse considérable de savoirs robustes qui améliorent notre compréhension du monde. Nous savons mieux aujourd'hui comment fonctionnent les marchés, nous connaissons l'importance des asymétries d'information, de la nature des contrats, des caractéristiques des incitations. Nous savons que l'arbitrage entre marché et hiérarchie n'est pas simple, nous savons qu'il existe des externalités et des rendements croissants, nous savons que le marché comme l'Etat peuvent être défaillants. Nous savons qu'il existe un gain à l'échange, mais que ce gain n'est pas nécessairement réparti de façon équitable, nous comprenons l'importance des

marchés financiers, mais nous savons qu'ils peuvent être affectés par des bulles spéculatives, etc.

Nous disposons donc de connaissances solides qui peuvent être enseignées et qui peuvent servir de base à des jugements prudents et nuancés.

Poser les problèmes comme le fait Monsieur de Kerdrel revient à alimenter des querelles stériles et encourager le statu quo. Est-ce vraiment la mission des membres du CODICE ?

Je vous remercie d'avoir pris la peine de me lire et je vous prie de croire à mon attachement à la diffusion d'une culture économique scientifique susceptible d'aider les français à faire des choix éclairés en tant que consommateurs, épargnants et citoyens.